

**11 MARS 2024**



Aujourd'hui dans le mot du Jeudi :  
- La journée de mobilisation du 19 mars  
- Les suites de la journée du 8 mars  
- L'austérité dans le supérieur

**En grève le 19 mars : Journée de mobilisation dans la Fonction Publique**

**MOBILISÉ-ÉS : EN GRÈVE ET DANS L'ACTION !**

**TOUS LES ENFANTS ONT LE DROIT À  
UNE ÉCOLE PUBLIQUE DE QUALITÉ !**

**parent-es, enseignant-es, lycéen-nés,  
personnels éducatifs, mobilisons-nous !**



**RÉUNION PUBLIQUE**

**Mardi 19 mars 2024**

**20H - Bourse du Travail  
14, place Imbach, 49100 Angers**

Comme en Seine-Saint-Denis ou chez nos voisins nantais, pour installer un véritable rapport de force, seule une grève dure fera accroître un réel rapport de force et nous permettra de gagner! Continuons la mobilisation pour l'abandon du « Choc des savoirs » et pour l'annulation des suppressions de postes et la création des emplois nécessaires pour la rentrée 2024, pour reconsidérer la réforme de la voie professionnelle, notamment sur la classe de terminale, avec des enseignements ambitieux pour les élèves. Et pour de vrais moyens à la hauteur des besoins pour l'école publique.

Pour mettre un terme à l'affaîssement du pouvoir d'achat des agents, aux rémunérations indignes de nombreux agents de catégorie C, des AESH, des AED et de nombreux agents contractuels et refuser de subir une année blanche en termes d'augmentation de traitement, nos organisations appellent à la grève et à la mobilisation par tous les moyens le 19 mars.

**CHOC DES SAVOIRS, c'est toujours non !**

Il semblerait que le Ministère soit en phase de rétropédalage sur la question des groupes de niveaux. Ces groupes de niveaux se sont tout à coup transformés en groupes de besoins. Mais derrière le maquillage des changements de lexique, les problèmes persistent. On nous annonce toujours une véritable usine à gaz. Des règles floues, des dérogations à la règle, des personnalisations des parcours et tout cela sans moyens. On voit difficilement comment tout cela pourrait être mis en place.

La question des moyens n'est d'ailleurs peut-être pas pour rien dans ce recul du Ministère. Avec les 700 millions volés sur le budget de l'Éducation Nationale et les dernières annonces de Le Maire sur la poursuite des politiques d'austérité, le temps n'est pas à l'attribution de moyens supplémentaires. Ce premier recul est aussi à mettre au crédit de notre mobilisation. Mais ne pensons pas qu'il s'agit d'une inflexion de la politique éducative du gouvernement et n'oublions pas que c'est toute la réforme du Choc des Savoirs que nous devons faire tomber en maintenant le rapport de force.

**Journée de mobilisation dans la Fonction Publique le 19 mars  
9h : AG éducation, salle Pelloutier (Bourse du Travail, Angers)**

**11h : Manifestation. Départ place du Ralliement à Angers**

**20h : Réunion publique parents/profs salle Pelloutier (Bourse du Travail) autour de la réforme du collège**

**Le 27 Mars à 20h : Assemblée-Débat à l'appel du CVL à Pelloutier**

**8 mars : Grève Féministe**

## **JOURNÉE DE LUTTE DES FEMMES**



Les luttes féministes ont permis de conquérir des droits. C'est pourquoi la journée du 8 mars ne se « fête » pas et n'est pas la « journée de la femme » mais bien celle de lutte pour les droits des femmes !

Dix raisons (et pas limitatives...) de continuer la lutte pour le droit des femmes après le 8 mars :

- Les inégalités salariales persistent et les inégalités au travail restent légions : temps partiels, congés parentaux

essentiellement pris par les femmes, carrières moindres, métiers féminisés dévalorisés avec les salaires les plus bas...

- Les inégalités à la retraite s'aggravent au fil des réformes régressives... et le gouvernement envisage de nouvelles réformes sur les droits familiaux et conjugaux ! Vers la fin des mesures compensatoires et les pensions de réversion ?
- Pour le droit à choisir d'avoir un enfant ou pas : l'avortement est menacé de par le monde, et en dégradant les services publics, en publiant un décret contraignant pour les sages-femmes qui veulent pratiquer des IVG instrumentales, ce gouvernement limite de fait l'accès à l'IVG. Dans le même temps il nous parle de «réarmement démographique »... Au lieu de politique nataliste au relent vichyste, le gouvernement devrait prendre à bras le corps la question des inégalités femmes/hommes, et des manques de crèches!
- Stop aux injonctions contradictoires sur les corps des femmes! Trop couvertes ou pas assez, trop minces, grosses, grandes, etc., c'est le contrôle permanent!
- Au quotidien, les femmes et minorités de genre subissent les violences sexistes et sexuelles en plus des violences économiques. Les doubles discours sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles continuent (cause nationale... et soutien d'agresseurs sexuels).
- Les femmes sans papiers sont confrontées à la surexploitation et aux discriminations, épuisées par les conditions de travail dans lesquelles elles exercent leurs métiers et la loi immigration va considérablement aggraver leur situation.
- Les femmes handicapées subissent d'autant plus toutes ces violences et inégalités.
- Les femmes doivent souvent «souffrir» en silence... avec des traitements médicaux inadaptés et un vide sur la recherche médicale quant au genre.
- Les discours de l'extrême droite et réactionnaires gagnent du terrain : discours de haine qui pointent les étrangers comme boucs émissaires des violences faites aux femmes, une petite musique sur le retour des femmes au foyer.
- Des groupes réactionnaires stigmatisent toutes les tentatives d'éducation non sexiste et/ou à la sexualité, seule manière de combattre le patriarcat à la base !

**Pour toutes ces raisons, nous devons faire de chaque jours un combat pour l'avancé des droits des femmes et des minorités de genre**

# Austérité budgétaire pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche

## TOUCHE PAS AU GRISBI !



Emmanuel Macron peut répéter à l'envi que la « Recherche est une priorité du pays » ou que « la France mène la bataille des savoirs et de la recherche », les chiffres sont là.

Dans un décret paru au Journal officiel ce jeudi 22 février 2024 suite aux annonces de Bruno Le Maire d'engager 10 milliards d'économie en 2024 dont 5Mds€ sur les ministères, celui de l'Enseignement Supérieur et la Recherche paye une large part de cette austérité budgétaire massive imposée par Bercy.

Plus de 900 millions d'euros de crédits sont annulés pour la Recherche et l'Enseignement Supérieur ! C'est le programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » qui est principalement touché avec 383 millions d'euros annulés, puis 192M€ pour la recherche spatiale, 125M€ pour la vie étudiante et 80M€ sur le programme « Formations supérieures et recherche universitaire ».

C'est bien simple, notre secteur assure à lui seul 18% des coupes budgétaires dans les ministères. Avec la Recherche et l'Enseignement Supérieur, ce sont les ministères de l'écologie, de l'Éducation nationale, et le soutien à l'emploi qui sont les plus impactés. De leur côté, les ministères de la Défense et de l'Intérieur sont largement épargnés. Des choix budgétaires du gouvernement qui s'attaquent encore une fois aux services publics et à la transition écologique. Ces annulations de crédit laissent craindre une dégradation supplémentaire des conditions de travail des personnels et des conditions d'étude des étudiant·es.

### - Agenda Sud éducation 49

- **11 MARS** : AG mensuelle SUD éducation à la Bourse du Travail, 18h30 (Angers).

- **19 MARS** : Manifestation 11h, Réunion Publique 20h

- **25-26 MARS** : Stage pédagogie alternative à la Bourse du Travail (Angers)